

#BalanceTonPorc : une délation d'Etat assumée



Il est des jours où notre société ressemble furieusement à un asile d'aliénés en proie à une folie collective provoquée par cette drogue à laquelle carbure l'Occident : la mentalité SJW (*Social Justice Warrior*) dont les symptômes sont un culte pavlovien des minorités et la haine sectaire de la prétendue « majorité dominante ». Comme l'a jadis dénoncé le regretté Umberto Eco, c'est dans les réseaux sociaux que cette folie a trouvé un tremplin pour se propager.

#BalanceTonPorc, c'est ce *hashtag* qui figurait dans les *trending topics* de Twitter au début de cette semaine. Lancé au cours du week-end dernier par la journaliste féministe Sandra Muller, dans le but d'inciter les femmes à « dénoncer les harceleurs », ce *hashtag* consistait à rapporter un harcèlement ou une agression dont les femmes auraient été victimes et à donner le nom des présumés coupables.

Un *hashtag* repris plusieurs centaines de fois. Unetelle

dénonce son patron qui lui a effleuré le coude ou qui l'a complimentée sur son parfum, telle autre balance son voisin qui lui lance des regards lubriques quand il la croise ou son collègue lourdingue qui chante des chansons paillardes pendant la pause, d'autres évoquent ces mufles qui s'assoient dans les transports, jambes écartées, comme s'ils étaient fiers d'avoir des burnes... Tout cela relèverait du « **harcèlement sexiste et sexuel** » , nouvelle expression orwellienne qui vient s'ajouter à la logorrhée schiappesque. Si les « accusés » ont le privilège de voir leurs noms (et parfois leurs photos) défrayer twitter, il n'en est pas de même pour les accusateurs dont certain(e)s postent avec des pseudonymes.

Mesdames, la chasse aux porcs (blancs, sinon on est raciste) est ouverte. Les médias en font un « succès féministe ». Gonflée artificiellement, la campagne médiatique à la limite de la légalité fait des émules, d'autres pays imitent l'initiative française : Grande-Bretagne, Italie, Belgique, Allemagne... Pour une fois, la France a été à l'avant-garde. La délation fait toujours führer.

Si cette campagne a eu un certain succès, il mérite la nuance : le hashtag #BalanceTonPorc a effectivement été publié plusieurs centaines de fois, mais il est intéressant de faire un tour sur les profils de celles qui l'ont utilisé. Militants féministes, sympathisants de gauche, antispécistes, antiracistes, LGBTistes, végétariens... Est-ce à dire que les femmes de droite ne se font jamais harceler ? A moins que la notion de « harcèlement » varie et qu'un acte considéré comme tel par une militante de gauche ne le soit pas forcément par une femme de droite.

Les femmes n'ont pas été les seules à « balancer », beaucoup d'hommes ont participé à cette campagne pour dénoncer des voisins, collègues ou patrons ayant une attitude « inappropriée » avec les femmes. Sans compter les nombreux twittos sous pseudo et sans photo valable, dont on ne peut dire avec certitude si ce sont des hommes ou des femmes. Face

à ces hommes, les féministes sont partagées : certaines félicitent ces messieurs de leur contribution à cette chasse aux porcs, d'autres pensent au contraire que le fait pour un homme de s'immiscer dans une campagne féministe est une manière sournoise de perpétuer le patriarcat...

D'autres, dans notre camp, ont aussi essayé de reprendre cette campagne et de parler des harceleurs gauchistes. Mal leur en a pris... Ainsi, Pierre Sautarel, rédacteur de Fdesouche se retrouve poursuivi en justice pour avoir mis en lumière le viol d'une militante antifa par ses camarades rouges. Dénoncer les agresseurs, oui, mais pas tous...

Une semaine plus tard, la chasse aux porcs (riches et blancs) est encore loin d'être close. Ainsi, Pierre Joxe s'est retrouvé accusé d' »agression » par Ariane Fornia, fille d'Éric Besson et écrivainE féministe. Le bougre lui aurait touché la cuisse en 2010, à l'opéra.

Parmi les réactions de soutien, Brigitte Macron s'illustre. En déplacement au Théâtre Antoine pour regarder une pièce *autobiographique* (encensée par le monde de la culture) dont l'auteure met en scène son propre viol, la Première Dame a encore tenu à réagir : « *Quelque chose est en train de se passer, c'est formidable !* » et, tel Urbain II appelant ses ouailles à libérer Jérusalem, Brigitte de conclure par : « *Je pousse à rompre le silence* » .

D'autres personnalités ont aussi réagi : « *Ce n'est pas de la délation mais un devoir civique* » , a déclaré Aurélie Fiipetti. Son ex-compagnon, alors avocat, avait usé du même argument pour défendre l'assassin de René Bousquet : « *C'est un meurtre civique* » (sic) avait-il déclaré... La gauche a décidément une drôle de conception du civisme.

Disons-le clairement : une femme qui a été victime de harcèlement ou d'agression a le droit inaliénable de réclamer justice. Mais cette « libération de la parole » doit se faire

au commissariat ou au prétoire, comme le prévoit la loi. En aucun cas dans les colonnes d'une presse à scandale ou sur les réseaux sociaux, temples du lynchage et de l'injure gratuite.

Il y a une certaine dose de perversité dans cette campagne. Un homme mis en cause dans le cadre de la loi a la possibilité de se défendre en justice et de faire valoir sa parole au même titre que celle de la présumée victime. Ici, on se situe hors de la loi. Celui qui a été « balancé » (pour des faits supposés remontant à plusieurs décennies, donc prescrits) n'a aucun moyen de prouver qu'il est innocent. Dès lors, la condamnation n'est plus judiciaire mais morale et sociale. Or, l'opinion publique a la dent dure et la mémoire méchante.

Nicolas Kirkitadze